



« Non cette pandémie n'est pas une guerre...
C'est un test de notre humanité »

déclarait le président allemand, Frank Walter STEINMEIER, le 11 avril dernier.

SI DE PLUS EN PLUS DE VOIX SE FONT ENTENDRE POUR DIRE « PLUS JAMAIS ÇA ! », DES VOIX PLUS PERNICIEUSES CONTINUENT DE SE RÉPANDRE DANS LES MÉDIAS DÉMONTRANT QU' AUCUNE LEÇON N'EST TIRÉE DE LA CRISE QUE NOUS TRAVERSONS.

Le triomphe du cynisme !



Contacteur SUD

- Par **téléphone** ou par **mail** (voir annuaire Coallia)
- Par **mail** à cette adresse SudCoallia@ouvaton.org
- Par **formulaire de contact** de notre site internet <https://sudcoallia.ouvaton.org>

« Il faudra bien se poser tôt ou tard la question du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise économique, et faciliter en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire » a déclaré G. Roux de Bézieux, patron du MEDEF, au moment où la France compte ses morts et peine à enterrer les victimes du COVID19. A noter qu'il est loin de s'inquiéter de savoir si les conditions sanitaires qui pourraient permettre une reprise de l'activité seront réunies... L'intérêt collectif, ce n'est pas son problème, ni celui de ceux qu'il représente ! **L'URGENCE, C'EST PERMETTRE À NOUVEAU AUX SERVICES PUBLICS DE JOUER LE RÔLE QU'ILS N'AURAIENT JAMAIS DU CESSER DE TENIR !**

Aujourd'hui, alors que nul ne connaît l'issue de cette crise, ceux-là mêmes qui, après avoir cassé méthodologiquement le code du travail reviennent à la charge avec de nouvelles ordonnances, justifiées, par ce pseudo « état de guerre » au virus, où le départ au front se fait depuis l'origine avec des bouts de ficelle et en faisant appel à l'investissement sans faille et la bonne volonté des salariés jusqu'alors méprisés. **ALLONS-NOUS UNE NOUVELLE FOIS DEVOIR PAYER LA CRISE ?** Car dans ces ordonnances, comble du cynisme, **il n'y a RIEN sur le rétablissement de l'ISF pour que les plus riches contribuent à l'effort collectif, RIEN sur la récupération des quelques 80 milliards d'évasion fiscale, RIEN sur l'arrêt du versement des dividendes aux actionnaires dans des groupes qui parfois bénéficient d'aides publiques au titre du chômage partiel !**

Il n'aura pas fallu plus de 3 semaines après leur parution pour que la direction de Coallia s'en saisisse et impose aux organisations syndicales de négocier sur la pose de 5 jours de CP obligatoire pendant la période de confinement, et demain l'allongement du temps de travail permettant les journées de 12h et des semaines de 60h, si le décret d'application passe ! Bien sûr la prime décidée unilatéralement par la direction, les salariés la prendront. Mais parce qu'elle est plafonnée afin d'être défiscalisée et qu'ainsi elle contribue à affaiblir notre système d'assurance sociale, nous revendiquons pour de vrais jours heureux une augmentation générale des salaires conséquente pour tous les travailleurs et notamment ceux qui ont les plus faibles salaires car c'est de ceux-là que l'association a eu le plus besoin pour faire face à cette crise, tous ceux qui ont pris et prennent encore le plus de risques.

Depuis toujours, **les salariés de Coallia ont toujours fait preuve de responsabilité pour maintenir tout ce qui pouvait l'être et se battre pour les publics qu'ils accompagnent, aujourd'hui au péril de leur santé, quand leurs conditions de travail auraient largement pu justifier un droit de retrait.** En date du 16/04/20, 54 salariés étaient touchés par le virus, 45 étaient en quarantaine, 1 en est malheureusement décédé, plus de 170 cas chez les usagers/résidents ont été remontés, et le nombre de décès pose toujours question, même si le nombre de 28 a été évoqué lors du CSE du 16/04/2020...

Coallia serait, semble-t-il, plus épargnée dans ses établissements médico-sociaux que d'autres acteurs du secteur... Pourvu que ça dure... Nous nous inquiétons également de la situation des foyers de travailleurs migrants sur-occupés qui sont des bombes sanitaires en puissance mais qui paraissent demeurer les parents pauvres de cette crise malgré les remontées alarmantes des Responsables d'hébergement et des collectifs des résidents.

Dès aujourd'hui, nous exigeons **plus de transparence** de la part de la direction de Coallia ; nous exigeons qu'elle revienne sur sa volonté d'appliquer ces ordonnances qui sont une insulte à la confiance et à l'investissement professionnel de chacun ; nous exigeons qu'elle **privilégie le dialogue social** qui lui fait défaut et dont elle se gargarise pourtant ; nous exigeons qu'elle utilise son réseau et ses relations en haut lieu pour **réclamer des masques et des tests sérologiques pour tous**, salariés comme résidents/usagers ; nous exigeons qu'elle **travaille sur l'après confinement** avec les organisations sociales pour ériger des solutions respectueuses des salariés, des résidents/usagers et des intérêts de notre association.

Vos élus SUD



**Coronavirus
COVID-19**

CORONAVIRUS AU TRAVAIL

DROIT DE RETRAIT **SÉCURITÉ** **SANTÉ** **PROTECTIONS**

N° VERT APPEL GRATUIT **0 805 37 21 34**

DES SYNDICALISTES RÉPONDENT À VOS QUESTIONS 7J/7 DE 9H À 19H

Solidaires